



n°3, mars 2008

Jean-François Bayart
Chercheur au CNRS (SciencesPo-CERI)

L'Iran vote

Le 14 mars l'Iran s'est une fois de plus rendu aux urnes pour renouveler son Parlement. L'éviction de nombreux candidats, notamment réformateurs, fera douter du caractère démocratique de cette consultation. A juste titre puisque les élections, en République islamique, sont idéologiquement censitaires et que la sélection des candidats procède du rapport de force entre les factions concurrentes. Mais ne sous-estimons pas leur représentativité. Le taux d'abstention, relativement élevé ces dernières années, en est un signe paradoxal : les Iraniens ne sont pas forcés de voter, à l'exception peut-être des agents de l'Etat ou des bénéficiaires directs de son *Welfare*. Les résultats ne sont pas unanimistes : l'on emporte un scrutin avec quelque 60% des suffrages, et non 99% comme dans la très laïque Tunisie. L'issue d'une consultation n'est d'ailleurs jamais acquise : les deux derniers vainqueurs des présidentielles, Mohammad Khatami en 1997 et Mahmud Ahmadinejad en 2005, étaient des outsiders que ne soutenait pas l'establishment du régime. En outre, les batailles qui se livrent dans les principales villes du pays entre les camps réformateur et conservateur, ou plus exactement entre les multiples courants scissipares que l'on qualifie de la sorte, ne doivent pas dissimuler l'émergence dans les provinces d'une nouvelle classe politique dont les membres ne se laissent pas ramener à cette dichotomie. L'institution d'élections locales, en 1999, a accéléré ce phénomène, que les législatives de 1996 avaient déjà rendu tangible. Enfin, les prochaines législatives, loin d'être cosmétiques, comportent un enjeu réel. Depuis la Révolution le Parlement, principale enceinte de la lutte factionnelle, dispose de vrais pouvoirs avec lesquels le président de la République doit composer. Mahmud Ahmadinejad l'a appris à ses dépens. Plusieurs de ses ministres ont été censurés. Et la majorité conservatrice, menée par un économiste de renom, Ahmad Tavakkoli, président de

la Commission des Finances, mène une guerre d'usure contre sa politique budgétaire, qu'elle juge inflationniste, et contre sa politique étrangère, dont les provocations attisent les sanctions américaines et gênent les intérêts du bazar.

Pour autant les élections du 14 mars, faute d'un système de partis, ne clarifieront pas le paysage politique et ne résoudre pas le problème majeur du pays : la nécessaire modernisation de son appareil productif. La tenue des cours du pétrole permet au gouvernement de s'acheter une clientèle à grand renfort de dépenses démagogiques mais stériles. La libéralisation économique entamée en 1990 n'a pas été menée à son terme. Son coût social est élevé. Mais ses bénéfices n'ont pas été engrangés faute d'ouverture aux investissements directs étrangers, en particulier dans le domaine des hydrocarbures. Elle a surtout permis l'accumulation rentière par la classe dirigeante, sous le couvert de privatisations en trompe l'œil.